



# L'ADMINISTRATION D'ETAT

L'ordre administratif

## Les autorités centrales

La Constitution de 1958 a mis en place une **répartition des compétences administratives** entre le chef de l'Etat et le 1er ministre.

### Les compétences réglementaires

Le **1er ministre** a une compétence générale de principe en matière réglementaire. En effet, selon l'article 20 de la Constitution, il dirige l'action du gouvernement et selon l'article 21 de la Constitution il dispose de l'administration.

Le **chef de l'Etat**, quant à lui, signe les décrets et les ordonnances, en vertu de l'article 13 de la Constitution.

### Les compétences de nomination

L'article 13 de la Constitution donne au **Président** l'habilitation pour nommer aux emplois civils et militaires. En outre, depuis une *ordonnance* du 28 novembre 1958, les hauts fonctionnaires sont nommés par le chef de l'Etat, par décret.

## Les ministres et les départements ministériels

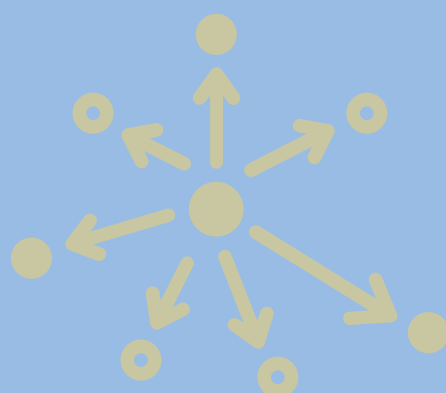
Le mot "**ministère**" possède deux définitions :

- Point de vue politique = le ministère se confond avec l'ensemble des ministres qui, sous la double autorité du chef de l'Etat et du 1er ministre, exercent collégalement et solidairement les attributions gouvernementales.
- Point de vue administratif = groupe de services publics placés sous l'autorité d'un ministre.

En haut de la hiérarchie, se trouve les **ministres d'Etat**. Ils ont préséance et sont habilités à intervenir dans tous les domaines. Ensuite, on trouve les **ministres ordinaires**. Puis, les **ministres délégués**, qui sont devenus autonomes en 1981. Et enfin, on trouve, en bas de la hiérarchie, les **secrétaires d'Etat**, qui assistent les ministres.

## Les autorités déconcentrées

La **déconcentration** consiste à confier des pouvoirs de décision à des autorités qui sont en fonction dans les différentes circonscriptions administratives.



Il existe des **services déconcentrés à compétence spéciale** comme les directions, offices, les académies... Et des **services déconcentrés à compétence générale** : ce sont les préfets, qui sont les seuls délégués des ministres au plan local.

## Les autorités administratives indépendantes

Les **autorités administratives indépendantes** désignent certaines institutions créées par la loi, dotées d'une autonomie par rapport aux administrations centrales et dotées d'une mission spécifique de régulation dans un domaine économique ou social sensible.



Une loi du 21 janvier 2017 fixe le statut général des AAI (au nombre de 26) et celui des **autorités publiques indépendantes** (administration d'Etat qui ne relève pas de l'administration centrale) afin d'encadrer leur champ de compétence, leur organisation etc.